
Victor Schoelcher, abolitionniste et républicain. Approche juridique et politique de l'œuvre d'un fondateur de la République

Bernard Gainot



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/1132>
ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2001
Pagination : 124-126
ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Bernard Gainot, « Victor Schoelcher, abolitionniste et républicain. Approche juridique et politique de l'œuvre d'un fondateur de la République », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 325 | juillet-septembre 2001, mis en ligne le 10 avril 2006, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/1132>

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.

Tous droits réservés

Victor Schoelcher, abolitionniste et républicain. Approche juridique et politique de l'œuvre d'un fondateur de la République

Bernard Gainot

RÉFÉRENCE

Anne Girollet, *Victor Schoelcher, abolitionniste et républicain. Approche juridique et politique de l'œuvre d'un fondateur de la République*. Paris, éditions Karthala, 2000, 356 p. + Sources, bibliographie, annexes et index (50 p.). 180 F.

- 1 La figure de Victor Schoelcher fut au centre des commémorations du cent cinquantième de la seconde abolition française de l'esclavage, mais aussi de nombreuses controverses soulevées par son érection comme figure emblématique du mouvement anti-esclavagiste du deuxième tiers du XIX^e siècle. Des biographies récentes ont notamment mis en lumière le parcours individuel et l'influence du personnage, en s'efforçant de prendre du recul par rapport au mythe.
- 2 L'approche d'Anne Girollet, sans être en contradiction, se veut complémentaire de ces nouvelles perspectives. Cet ouvrage est la suite d'une thèse de doctorat en droit, soutenue au centre Georges Chevrier de l'université de Bourgogne, mais aussi de plusieurs autres recherches ayant donné lieu à publications. La formation juridique de l'auteur lui permet donc d'aborder l'œuvre de Schoelcher davantage sur le plan des principes et de la cohérence interne d'un itinéraire intellectuel, que sur le plan de la linéarité du récit biographique, réduit à quelques pages annexes à l'introduction.
- 3 La cohérence tient à la synthèse de deux facettes de l'œuvre de Schoelcher que, soit commodité d'exposition, soit intérêt plus prononcé pour l'une ou l'autre de ces facettes,

soit enfin et surtout processus mnémonique qui tient à l'écriture de l'histoire, les auteurs qui s'intéressent au personnage présentent généralement de façon dissociée. D'une part, les Antillais se réfèrent d'abord à l'abolitionniste, pour l'exalter ou le contester; d'autre part, les métropolitains le perçoivent surtout comme républicain, quitte à noyer la spécificité du combat anti-esclavagiste dans un mouvement plus large où la place principale est plutôt occupée par les revendications pour le suffrage universel (masculin), ou les libertés publiques. Le grand intérêt des travaux d'Anne Girollet est d'avoir souligné l'aspect indissociable des deux engagements; républicain et abolitionniste, abolitionniste parce que républicain.

- 4 Les deux premières parties de l'ouvrage rappellent plus particulièrement le militantisme de Schoelcher pour une république démocratique et sociale; l'élargissement du suffrage, du champ de la souveraineté, la séparation des Églises et de l'État, l'abolition de la peine de mort, le droit à l'instruction publique et aux secours publics. De cet attachement premier aux valeurs républicaines, découle le militantisme anti-esclavagiste, qui est abordé dans la troisième partie. Mais le plus important est la solution, forcément républicaine, selon lui, qu'il préconise pour des colonies libérées du joug esclavagiste; assimilation et départementalisation. Ces solutions sont analysées dans une quatrième et dernière partie. C'est celle qui retiendra ici plus particulièrement notre attention, car c'est à travers ces solutions que l'on perçoit le plus clairement le lien entre la Révolution française et la Deuxième République, l'héritage de la première abolition à la seconde.
- 5 Schoelcher est tout à fait hostile à l'indépendance. En 1848, comme pendant la Révolution française, cette notion est encore majoritairement l'expression du *séparatisme des élites blanches*. L'exemple de la République d'Haïti est plutôt un contre-exemple, la solution à éviter à tout prix, même si Schoelcher attribue au gouvernement de Napoléon l'entière responsabilité de la rupture de 1804. Dans son ouvrage sur Toussaint-Louverture, il présente ce dernier comme le véritable porteur des valeurs révolutionnaires, comme un général républicain essentiellement attaché à l'unité avec la métropole. C'est parce que Bonaparte a assassiné la République que les généraux de Toussaint sont acculés à la rupture, dans un ultime réflexe d'auto-défense. Mais, sous un régime républicain, il ne peut y avoir d'indépendance, puisque le peuple ne peut se retourner contre sa propre souveraineté.
- 6 Dès lors, la seule voie possible est celle de l'*assimilation républicaine*. Assimilation culturelle par extension des valeurs républicaines; c'est donc un processus de déculturation, puisque c'est la métropole qui apporte ces valeurs (au premier rang desquelles l'égalité des races) à la colonie. Mais c'est aussi une assimilation au niveau du statut colonial: les colonies sont partie intégrante du territoire français, la traduction institutionnelle de l'assimilation juridique est la *départementalisation*. Les anciens esclaves passent directement du statut de bien meuble à celui de citoyen. Schoelcher refuse toute notion de citoyenneté coloniale. Les citoyens des colonies sont citoyens français à part entière. Ils ont les mêmes droits et les mêmes devoirs que les citoyens métropolitains.
- 7 C'est ici qu'apparaît une divergence avec l'interprétation que donne Anne Girollet de l'héritage révolutionnaire. Certes, l'œuvre abolitionniste de la Première République ne s'inscrivait nullement dans une perspective de renonciation aux colonies. Il s'agissait bien au contraire de resserrer les liens entre la métropole et les colonies, en proclamant la liberté générale. S'agissait-il pour autant d'une pure mesure tactique, dictée uniquement par la nécessité militaire, et non par les principes? C'est ainsi du moins qu'elle interprète le fameux discours de Boissy d'Anglas en messidor anIII, qui propose pour la première fois

l'assimilation républicaine aux colonies qui restent alors à la France. Incontestablement, chez Boissy, les arrière-pensées tactiques semblent l'emporter. Il ne formule jamais le principe de citoyenneté, et le régime juridique proposé aux nouveaux libres ne paraît guère dépasser celui de l'octroi d'une nationalité formelle. Pourtant, c'est méconnaître le fait que la Première République ne s'en tint pas à cette position vague. La loi du 1^{er} janvier 1798 (12 nivôse anVI) sur le régime à appliquer aux territoires colonisés était un régime de *départementalisation* intégrale, avec reconnaissance de la citoyenneté dans le cadre du régime représentatif (il y eut des élections à la Guadeloupe et à Saint-Domingue, et ces territoires envoyèrent siéger des représentants de couleur). Les colonies sortaient du régime d'exception (le *régime militaire*, produit des circonstances), et entraient dans le plein régime constitutionnel, avec égalité des droits et des devoirs entre citoyens métropolitains et citoyens colonisés (application des valeurs républicaines). C'est la première fois, à notre sens, que l'on abandonne d'ailleurs l'expression *colonies*, pour utiliser celle de *départements d'outre-mer*. Même s'il ne cite pas cette loi organique, c'est bien dans la même perspective que s'inscrit Schoelcher, et c'est en ce sens qu'il reste fidèle à la tradition de la Première République.

- 8 Certes, l'œuvre de Victor Schoelcher, tout comme celle de la Première République, n'est pas exempte d'ambiguïtés. En contradiction avec le principe universaliste, il refuse l'octroi de la citoyenneté aux habitants non européens des «nouvelles colonies», avant tout l'Algérie. Tandis que pour les quatre «vieilles colonies» (Guadeloupe, Martinique, Guyane, Réunion), il refuse de dissocier nationalité et citoyenneté, il admet parfaitement pour l'Algérie que la nationalité n'implique pas l'égalité civile et politique. Les indigènes y sont régis par un statut particulier, le *statut personnel*. Restriction lourde de conflits futurs....
- 9 Les termes des rapports entre les vieilles métropoles coloniales et les peuples des Caraïbes se sont radicalement modifiés depuis l'époque de la Seconde République, est-il besoin de le préciser? Pour autant, l'attachement de Schoelcher, dans son combat abolitionniste, à l'héritage de la Révolution française, méritait d'être souligné. Anne Girollet le fait avec rigueur et conviction, en véritable historienne, tout autant qu'en juriste, et ce n'est pas là l'un des moindres apports de cet ouvrage passionnant.